

## Les Hmong de la péninsule indochinoise : migrations et histoire

Jean Michaud \*, Christian Culas \*\*

On ne peut parler de l'Indochine <sup>1</sup> et de ses organisations sociales sans aborder la question des sociétés montagnardes. Le nombre considérable de leurs membres (plusieurs millions), leur rôle dans l'histoire, surtout récente, l'importance géostratégique de leur lieu de résidence traditionnel, les hauteurs du massif de la péninsule justifient de porter sur eux notre regard. En revanche, aborder toutes ces sociétés avec les égards que réclament leurs spécificités culturelles relève du tour de force et la situation de transnationalité complique la tâche puisque les sociétés montagnardes du massif sud-est asiatique se trouvent à cheval sur plusieurs frontières. En guise de compromis, il est donc proposé de présenter l'une de ces sociétés, les Hmong, essarteurs montagnards connus aussi dans la région sous les noms de H'mong, Mong, Méo ou Miao. À la fois culturellement distinctes des autres sociétés du massif, mais présentant de nombreuses similitudes avec ces autres habitants du même écosystème, notamment sur le plan économique, la société hmong <sup>2</sup> peut revêtir ici une certaine exemplarité qui rend son observation utile au-delà de son espace identitaire propre.

Revenons d'abord aux origines. Sur plusieurs siècles, voire plusieurs millénaires dans certains cas, des migrations humaines aux multiples formes se sont succédé dans la péninsule et certaines d'entre elles sont toujours en activité. Pour faire image, disons que les plus importantes se sont faites au cours de vagues espacées de plusieurs siècles. Ainsi en est-il de l'implantation des majorités môn et birmanes en Birmanie, des Thaï en Thaïlande, des Lao au Laos et des Kinh au Vietnam. Mais cette implantation s'est généralement faite aux dépens des sociétés moins nombreuses et plus anciennes, de souche autochtone ou malaise qui, si elles voulaient éviter d'être assimilées à la culture du nouvel arrivant, plus puissant, durent opter pour la retraite là où les conditions géographiques le permettaient. Aujourd'hui, on observe des réminiscences des ces groupes anciens dans chacun des pays de la péninsule. En plus des groupuscules autochtones, présents dès le Paléolithique supérieur, il s'agit de migrants des vagues dites proto- et

\* Lecturer, Centre for South-East Asian Studies, University of Hull.

\*\* Membre associé à l'Institut de recherche sur le Sud-Est asiatique (IRSEA-CNRS), Aix-en-Provence.

1 Prise ici au sens géographique du terme, *i. e.* la péninsule indochinoise, ou fréquemment utilisée dans la littérature sur la région, l'Asie du Sud-Est continentale. Le terme « Indo-Chine » fut créé par le géographe danois Konrad Malte-Brun à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

2 Le terme « société hmong » est utilisé ici dans un sens synthétique qui comprend tous les groupes hmong de l'aire étudiée.

deutéro-malais (2500-300 av. J.-C.), notamment des populations appartenant à la famille linguistique austro-asiatique, comprenant les Lawa (Lua'), les Khmou (Khamou), les Maal (H'tin) <sup>3</sup>. Il est utile de rappeler qu'en raison justement de cette présence très ancienne, ceux-ci composent des sociétés distinctes de celle qui intéresse cette étude.

Depuis un siècle et demi environ, depuis en fait l'intensification de la présence européenne et depuis le début de l'édification des frontières nationales dans la péninsule, ne persistent de ce flux migratoire que ce que l'on pourrait appeler des vaguelettes circonstanciées, dont l'importance démographique ne peut se comparer aux vagues de peuplement qui les ont précédées (on verra cependant une exception de taille dans l'histoire contemporaine avec le flot de plusieurs centaines de milliers de réfugiés fuyant le Laos entre 1975 et 1989). C'est ainsi que plusieurs sociétés montagnardes peuplant aujourd'hui le massif sud-est asiatique ont récemment quitté leurs anciennes installations pour arriver en Birmanie, en Thaïlande, au Laos et au Vietnam, à partir, essentiellement, du territoire chinois, important foyer de peuplement pour toute la région. C'est en particulier le cas des microsociétés, des sociétés sans État, de celles pratiquant l'agriculture itinérante fondée sur l'essartage.

La grande majorité des minoritaires de migration récente, qu'on appelle ici les « Montagnards <sup>4</sup> », partagent certaines caractéristiques culturelles, politiques et économiques qui les distinguent des autres sociétés de petite taille et plus anciennes dans cette région. Mais c'est entre les Montagnards et les populations majoritaires des basses terres formant des entités nationales que les différences sont les plus marquées. Ceci n'empêche toutefois pas ces microsociétés montagnardes de présenter d'importantes spécificités qui les rendent inassimilables les unes aux autres, en particulier sur le plan linguistique, religieux et de l'organisation sociale.

Au nombre de ces Montagnards, les Hmong sont ainsi des migrants récents dans la péninsule, venus essentiellement par vagues d'ampleur variable au cours des deux derniers siècles. Il y a de nombreuses raisons à cela et c'est à l'élaboration du paysage de ce cycle migratoire, ses causes et ses voies, et de l'équilibre actuel entre Hmong et États d'Indochine qu'est convié le lecteur. Cette synthèse est utile puisque tant au Laos qu'au Vietnam ainsi que, mais en termes différents, en Thaïlande et en Chine, la question du rapport entre Hmong et État n'est pas stabilisée et demande à être davantage informée. Très peu de textes traitent des Hmong de la péninsule dans leur ensemble, et le problème épineux des sources fiables en est un de taille, en particulier au Vietnam et au Laos.

C'est à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale qu'on s'est plus activement intéressé aux Hmong au Laos et en Thaïlande et, pour des motifs différents, au Nord-Vietnam. En raison, d'abord de la rupture en 1946 entre la France et la République démocratique du Vietnam proclamée sous Hô chi Minh, et de la

3 Le premier ethnonyme donné renvoie à l'endonyme le plus commun au sein de la population citée ; le second est l'exonyme en usage en langue thaï et aussi généralement dans les sources occidentales.

4 Principalement, deux groupes ethnolinguistiques originaires du monde chinois : 1) les Tibéto-Birman : Karen (Kariang), Lissou (Lisu), Lahu (Mousseu) et Akha (Ekow) ; 2) la famille linguistique Miao-Yao : Hmong (Méo) et Iu Mien (Yao).

fermeture quasi hermétique de l'espace chinois dès 1949, mais aussi à cause de l'ancrage de plus en plus définitif de la Thaïlande dans la sphère d'influence du Premier Monde et du statut ambigu d'un Laos déchiré entre la tradition monarchique et un nationalisme s'abreuvant au communisme. Les conflits internationaux, dotés d'enjeux dépassant largement les dimensions locales, viennent rompre l'isolement de l'agriculteur des montagnes. Avant 1954, de rares auteurs avaient fait des Hmong leur sujet d'étude principal, en particulier en Thaïlande, alors que d'autres s'en étaient approchés par le biais de préoccupations connexes. Mais c'est avec la défaite française de Diên Biên Phu (1954) et après la transmission du relais indochinois aux États-Unis suite à la Conférence de Genève la même année, que s'est produite une floraison dans la recherche sur les Hmong là où les conditions politiques le permettaient. C'est-à-dire essentiellement dans les pays de culture thaï qui étaient demeurés les plus accessibles aux chercheurs occidentaux : la Thaïlande et le Laos.

La Thaïlande, considérée comme un maillon de première importance dans la théorie des dominos en vogue en Amérique à la fin des années cinquante, fut érigée plus ou moins contre son gré en butoir à l'expansion de l'insurrection communiste depuis le foyer nord-vietnamien qui s'était rapidement étendue à certaines populations du Laos. À des fins militaires, les services de renseignements américains, sous des appellations les plus diverses et, souvent, les moins susceptibles d'éveiller la suspicion [Wakin, 1992], produisent eux-mêmes ou commandent à quelques mandataires mieux informés de nombreuses « études ethnographiques » sur les sociétés montagnardes des hauteurs laotiennes, thaïlandaises et sud-vietnamiennes [Binney, 1968 ; Schrock *et alii*, 1970, 1972]. De nombreux chercheurs occidentaux, encouragés par leurs institutions d'origine, se découvrent généralement de bonne foi une attirance pour ces terrains, en même temps que des facilités financières sont souvent mises à leur disposition pour y effectuer des travaux de fond. C'est à la fin des années soixante que Lebar, Hickey et Musgrave, accompagnés entre autres de Hanks et Smalley, composent l'imposant *Ethnic Groups of Mainland of Southeast Asia* [1964] publié par la *Human Relations Area Files* américaine, et que Peter Kunstadter, aidé notamment de Moerman, Mandroff, Hickey, Geddes et Barney, compile les deux volumes du *Southeast Asian Tribes, Minorities and Nations* [1967] publiés par Princeton University Press. À ces chercheurs intéressés par l'ensemble de la région, on pourrait ajouter encore d'autres noms suivant les espaces nationaux comme, pour l'ancienne Indochine française : Moréchand [1968], Lemoine [1972], Yang [1975], Bertrais [1977] et Mottin [1978], ou pour la Thaïlande : Keen [1966], Binney [1968] et Walker [1970].

Aujourd'hui, après la période de fermeture ayant suivi la victoire communiste au Vietnam et au Laos en 1975 – alors que le terrain thaïlandais était parcouru presque sans entraves par les chercheurs étrangers –, l'ouverture commence à se faire et il est possible de songer à une collaboration académique large et franche. Durant également près de deux décennies de relations parfois difficiles entre les États de l'ancienne Indochine française et leurs Montagnards, nous n'avons parfois connu ces derniers qu'à travers les quelques études réalisées par les ethnologues dans l'orbite du Second Monde, tout en sachant que les recherches ethnologiques ne constituaient pas une priorité dans ces républiques démocratiques

et populaires. Cette lacune et ce renouveau justifient à eux seuls que l'on s'attache à tenter une synthèse du cheminement des Hmong de la région, groupe phare, depuis les premières traces historiques jusqu'à aujourd'hui, dans le but de servir d'appui aux études actuelles, qui croissent rapidement en nombre tant du fait des chercheurs locaux qu'étrangers.

### Les Miao, le groupe originel

Si, comme il est maintenant largement admis, l'histoire ancienne des Hmong peut être liée à celle des « Miao » tels qu'ils apparaissent dans les textes chinois, c'est une tout autre chose que d'affirmer que tous les Miao historiques et légendaires sont des Hmong.

Le terme *Miao*, nom ethnique, qui revient fréquemment dans les sources chinoises [du X<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle], prête à confusion ; tantôt pris dans un sens étroit, il sert à désigner une ethnie particulière, tantôt pris dans son sens large, il s'applique à tous les groupes ethniques non han du Sud-Ouest de la Chine [Lombard-Salmon, 1972].

Autrefois, le terme chinois *Miao* était d'abord générique et incluait bien d'autres groupes non han que les Hmong, d'autres « barbares » et minoritaires encore « crus », c'est-à-dire restés en marge de la Civilisation, donc du monde chinois. « Les textes distinguent souvent les *shu Miao* (ou Miao "cuits") des *sheng Miao* (ou Miao "crus"), c'est-à-dire les "ralliés" des "indépendants". » [Lombard-Salmon, 1972.] Lombard-Salmon [1972] et Moréchand [1968] relèvent plusieurs appellations voisines apparentées, en particulier : dès le XII<sup>e</sup> siècle, le terme *Man*, « Barbares », remplace et se superpose à celui de *Miao* comme terme générique désignant les ethnies du Sud-Ouest de la Chine : *Man Nan*, « Barbares du Sud ».

Quant à la période du contact avec l'Occident (surtout depuis le XV<sup>e</sup> siècle) et à la production conséquente de témoignages variés, l'on ne pourra vraisemblablement prétendre à quelque certitude sur l'identité culturelle des groupes Miao alors répertoriés qu'avec l'étude approfondie des annales comprenant des indications linguistiques et culturelles fiables, voire des croquis détaillés. Il s'agit d'un travail d'envergure qui nécessiterait la collaboration de l'historien, du philologue et de l'ethnologue ; il reste à entreprendre.

Toutefois, il ne fait pas de doute que le terme Miao, tel qu'il est utilisé aujourd'hui en Chine, ne s'applique désormais qu'au groupe de population identifié, en Chine comme en Occident, comme la souche d'où sont issus les Hmong de la péninsule indochinoise. En chinois mandarin, Miao désigne actuellement l'ensemble des populations de la minorité nationale Miao (*Miǎo zú*) ; il correspond à un groupe de quatre populations apparentées au niveau linguistique et culturel, bien que les quatre langues de la famille Miao ne soient pas mutuellement intelligibles. Il s'agit, par ordre décroissant de population, des Hmong, des Hmou, des Qoxiong et des Hmau.

Sur l'origine géographique exacte des Miao circulent plus de spéculations que de certitudes. De nombreux textes chinois, datés approximativement de la première dynastie légendaire Hsia (2207-1766 av. J.-C.), ou de la dynastie historique

Chou [Zhou] (1121-256 av. J.-C.), évoquent des conflits guerriers avec des groupes Miao dans certains grands bassins fluviaux et sur le territoire de l'actuel Guizhou, autrefois appelé Kweichow [Savina, 1924 a]. Lin [1940] rapporte le même phénomène à l'époque de la première dynastie Han (en particulier 140-87 av. J.-C.) et durant les Cinq Dynasties (907-960 ap. J.-C.). Mais la confusion entre différentes populations reste toujours importante, ce qui nous oblige à la prudence quant à la pertinence historique des événements liés aux Miao avant les XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles.

Pendant plusieurs siècles, l'idéogramme chinois désignant les *Miao*, en tant que terme ethnique, avait complètement disparu des écrits historiques. Il ne semble avoir été récupéré que sous les dynasties Song (960-1279), pour désigner une ethnie particulière. Mais c'est sous la dynastie des Ming (1368-1644) qu'il est mentionné avec de plus en plus de régularité [Lombard-Salmon, 1972 ; Jenks, 1985], la suzeraineté chinoise dans les provinces du Sud ne s'étant réellement établie que sous la dynastie mongole des Yuan (1271-1368).

Le maïs était inconnu en Chine avant son importation d'Amérique au XVI<sup>e</sup> siècle. La forte croissance démographique entre le XIII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Empire passant de cent millions à quatre cent cinquante millions d'habitants, associée à la culture extensive du maïs qui ne requiert ni sol riche ni irrigation, a permis aux majoritaires Han, auparavant cantonnés dans les plaines alluviales, d'investir les plateaux moins fertiles et les pentes des montagnes auparavant occupées par les populations minoritaires [Cooper, 1976]. Avec la taxation abusive, cet « envahissement » est l'une des plus importantes sources de conflit entre l'administration han et les minoritaires qui luttaient afin de préserver leur terre. Certains migrèrent plus haut dans les montagnes du Guizhou, du Sichuan et du Yunnan, d'autres prirent les armes et, enfin, un petit nombre quitta le territoire de l'Empire chinois pour trouver refuge sur les terres qui deviendront les États modernes de la péninsule indochinoise.

*« In the major campaigns in the uprisings of 1698, 1732, 1794 and 1855, the Miao scattered in all directions, initiating the migratory movements of the modern period. »* [Wiens, 1954, cité par Radley, 1986.]

La période de contact entre Miao et populations avoisinantes est donc étendue. De ces voisins, les Han sont sans conteste les plus influents, et les traces de l'acculturation, qui ne manque pas de se produire au fil des siècles, sont visibles dans les cultures des différents sous-groupes Miao. Au cours de ce processus continu de fusion et de différenciation, un nombre sans doute considérable de Miao se sont simplement trouvés engloutis par la marée han. Chez les autres, une sinisation d'importance variable s'est produite suivant l'intensité des contacts et le degré de la résistance politique et culturelle. Geddes commente :

*« Miao groups in China today do present gradation of similarities to Chinese in economic and, to a lesser extent, in cultural practices. But even in cases where the resemblance is closest there appears to be strong sense of separate identity reinforced particularly by a lack of intermarriage. »* [1976.]

Durant ces siècles de proximité avec les Han, en particulier avec les administrateurs de l'Empire et les militaires, il est pensable que des Miao aient pratiqué

l'agriculture sédentaire sur de longues périodes <sup>5</sup>. Des témoignages relatent l'installation de Montagnards assimilables à ceux groupés sous le vocable Miao dans des agglomérations permanentes, peut-être même de véritables villes. Il est question de princes locaux, de résistance territoriale aux souverains han, de différences culturelles et linguistiques. Toutefois, il est encore possible que le terme Miao ait, commodément mais inexactement, été utilisé de manière générique pour désigner tous les groupes du Sud chinois ne partageant pas les grandes caractéristiques han. Un bon nombre de ces groupes non han, sédentarisés de longue date et organisés en État depuis des siècles, existent toujours en Chine méridionale, notamment au Yunnan [Chiao, Tapp, 1989]. Si ces groupes peuvent présenter aux yeux de l'observateur de passage certaines similitudes avec les Miao, pareil énoncé ne résiste pas longtemps à l'examen attentif. Certains comportements religieux ou traits linguistiques trahissent le caractère non miao de ces groupes.

## Le XIX<sup>e</sup> siècle, une période troublée

### *Révoltes et rébellions en Chine méridionale*

Depuis plusieurs siècles, des expéditions guerrières han, mongoles et mandchoues étaient menées en ces territoires montagneux des limites de l'Empire aux fins de pacification, de subordination politique et économique, d'extorsions et de taxations, ou simplement de suppressions massives de populations récalcitrantes. Les affrontements étaient nombreux et la révolte toujours latente.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'un des premiers soulèvements est enregistré en 1818 alors que des musulmans s'opposent par les armes aux troupes de Pékin venues dans le Sud du pays. Mais il faudra attendre 1850 et la résistance des Taïping (1850-1872) organisée autour d'une idéologie messianique en partie empruntée au christianisme, pour que les troupes impériales soient mises en échec et la plupart des grandes villes du Sud conquises par les rebelles. L'identité ethnique et/ou religieuse des insurgés reste souvent imprécise. Cependant en 1854 éclate la révolte des Miao du Sud-Est du Guizhou. Les rebelles, fortifiés dans leurs montagnes, s'en prennent aux garnisons mandchoues, aux mandarins, marchands et propriétaires fonciers chinois, et coopèrent avec les sociétés secrètes locales. En particulier, le caractère structuré de la secte du Lotus blanc permet d'organiser les troupes et de prélever des impôts de guerre [Jenks, 1994].

*« The Muslim Rebellion (Panthai) (1855-1873) began as a dispute over mining concessions between Chinese Muslims and Han Chinese in Yunnan. It was roughly coincident with other rebellions which broke out as the central authority of the Manchus declined, e.g., the Taiping, and Miao rebellions. »*  
[Maxwell Hill, 1983.]

L'insurrection des musulmans – dits Hui ou Panthai – dans le Sud-Ouest prit une telle ampleur qu'elle aboutit en quelques années à la proclamation d'un sultanat indépendant à Dali (Yunnan). Pour l'analyse des relations entre les minoritaires

<sup>5</sup> Déjà en 1974, le linguiste A.-G. Haudricourt tentait de montrer que la présence d'un riche vocabulaire technique relatif à la riziculture inondée, en langue hmong, ne relève pas de l'emprunt linguistique et laisserait supposer que les Hmong du passé en Chine pratiquaient cette forme d'agriculture sédentaire.

Miao et les révoltes des Taïping et des musulmans Panthaï, on pourra consulter Teng [1971], Jenks [1985, 1994] et Radley [1986] ; l'association des Miao et de Yao dans le mouvements des Taïping est détaillée dans Schurmann et Orville [1972]. Les insurgés recevaient leurs armes de Birmanie grâce à la complicité des coloniaux anglais. En 1872, devant l'avancée de l'armée impériale chinoise, ces mêmes insurgés envoyèrent même une délégation à Londres dans l'espoir d'obtenir le soutien officiel de la Grande-Bretagne. De l'autre côté, le représentant de l'empereur au Yunnan et au Guizhou utilisait pour mater ces rébellions les armes reçues des Français depuis le Tonkin. Chacune des puissances coloniales espérait ainsi ouvrir une brèche dans le bloc chinois et se garantir un accès aux marchés de l'intérieur.

Parmi les facteurs convergents qui ont contribué à catalyser les affrontements entre les forces chinoises gouvernementales et les groupes minoritaires durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, il y a ainsi la présence de plus en plus sensible des puissances coloniales européennes au Sud du massif. Celles-ci rivalisent, à partir de la décennie 1860, pour prendre le contrôle des voies de pénétration vers l'intérieur de la Chine, auxquelles donnent accès les vallées de l'Irrawadi et de la Salween en Birmanie, ainsi que le Mékong et le fleuve Rouge en Indochine française. En 1896, le Parlement français vote les crédits pour la construction de la voie ferrée Hanoi-Yunnanfou (actuel Kunming) au Yunnan, terminée en 1910. Il y eut également des projets anglais – jamais aboutis – de liaison ferroviaire entre Moulmein en Birmanie et le Yunnan, traversant la principauté de Chiang Maï en Thaïlande. C'est aussi durant cette période que, par traités, les missionnaires européens obtinrent le privilège de voyager librement en Chine et arrachèrent une promesse de tolérance pour le christianisme ainsi que le droit de protéger les convertis chinois. Rappelons que, depuis l'édit d'exclusion de 1723, toute activité chrétienne en Chine était clandestine et pratiquement négligeable [Panikkar, 1957].

Mais dans l'ensemble, les souverains mandchous tolèrent mal cette infiltration à la fois commerciale, missionnaire et militaire des étrangers et sont fâchés que des minorités locales y participent, nombreuses et, parfois, révoltées. Ils n'ont d'autre choix sur le plan stratégique que d'accroître la présence administrative et militaire sur ces franges de l'Empire dont on faisait jusqu'alors peu de cas, et c'est l'affrontement. Le bilan humain et matériel de ces répressions et révoltes qui dévastèrent le pays pendant plusieurs décennies est énorme : on estime que la population du Guizhou, principal théâtre des opérations, est passée en vingt ans de 16 à 6 millions d'habitants [Fairbank, Teng, 1960].

Ce tumulte touchant la Chine méridionale poussa plusieurs groupes de populations minoritaires – notamment Hmong, Iu Mien, Lahu, Akha et les Haw (Chinois musulmans du Yunnan) – à se réfugier en Indochine. C'est à cette époque que le plus grand nombre de Hmong ont quitté le territoire chinois en multiples vagues migratoires, faisant vraisemblablement suite à quelques infiltrations de moindre envergure au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Enfin, il faut aussi mentionner au rang des causes complémentaires de ces mouvements les importantes famines et épizooties qui ont sévi dans les provinces méridionales de la Chine dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

### Premières traces des Hmong dans la péninsule indochinoise

«... The movement which took [the Miao] beyond the borders of China was a continuation of a process occurring within China.» [Geddes, 1976.]

Des vagues successives ont contribué à l'installation de plus en plus importante des groupes Miao/Hmong dans plusieurs régions au sud du Guizhou, de même que dans certains secteurs faiblement occupés du massif sud-est asiatique que se partagent – en plus de la Chine – la Birmanie, la Thaïlande, le Laos et le Vietnam.

Si l'on se fie aux chiffres actuellement avancés sur la démographie miao en Chine et dans la péninsule, force est de constater qu'une fraction seulement du groupe originel a voulu, a pu, ou a su choisir la solution de la fuite vers le Sud. J. Mottin note [1980] : « Parmi les Miao en général, ce sont seulement les Hmong que nous trouvons dans les autres pays [que la Chine<sup>6</sup>]. » Il estime que plus de 85 % des Miao n'ont pas quitté le territoire chinois. En témoigne aujourd'hui la densité humaine dégressive des lieux d'occupation hmong à mesure qu'on s'éloigne du foyer le plus peuplé, le Guizhou, pour descendre dans la péninsule via le Nord du Vietnam et du Laos et jusqu'en Thaïlande.

Fig. 1 – Population miao de Chine par province en 1990

Province	Nombre d'individus	Pourcentage de la population
Guizhou	3 666 751	11,3 %
Hunan	1 568 951	2,6 %
Yunnan	895 704	2,4 %
Sichuan	533 860	0,5 %
Guangxi	426 413	1 %
Hubei	200 764	0,4 %
Guangdong	5 988	0,01 %
Hainan	51 676	0,8 %
Autres	33 515	–
Total	7 350 107	0,65 %

Source : Tabulation on the 1990 Population Census of PR China (1993).

Cette arrivée des Hmong dans la péninsule est supposée remonter aussi loin que quatre siècles suivant les régions et les auteurs [Geddes, 1976], en particulier au Tonkin pour les cas les plus anciens [Bigot, 1938]. Mais aucun témoin visuel ni aucune annale des principautés du Nord de l'Indochine ne signalent leur présence avant le XIX<sup>e</sup> siècle. En fait, il s'agit probablement d'une confusion due à l'appellation *Mán-Méo* par les Vietnamiens du Nord du Tonkin, le terme *Mán* s'appliquant spécifiquement aux différents groupes yao de cette zone frontalière avec la Chine, alors que *Méo* désigne les Hmong. Ainsi, les *Mán côc* : les « Yao à pantalons courts » de la rivière Claire sont installés dans cette région depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle,

6 Notons que quelques villages de Hmou, sous-groupe Miao très proche des Hmong, bien que ne comprenant pas leur langue, ont été observés sur la frontière sino-vietnamienne [Abadie, 1924 : 150-1], dans les provinces septentrionales de Houaphan, Phongsaly et Xieng Kouang au Laos [Lemoine, 1972 : 16 ; Moréchand, 1968]. Les Hmou (*Hmu*) sont parfois appelés « Hmong noirs ». Jean Michaud conduit actuellement une étude ethnohistorique sur ce groupe dans le district de Sa Pa (Chapa), province de Lau Cai, au Vietnam.



Fig. 2 – Population miao/hmong d'Asie

Pays	Nombre (en milliers)	Pourcentage des minorités tribales nationales	Pourcentage de la popula- tion nationale
Thaïlande <sup>1</sup>	84	14,9 %	0,15 %
Laos - a <sup>2</sup>	300 à 500	?	10 à 20 %
Laos - b	205 <sup>3</sup>	50,7 % <sup>4</sup>	4,92 %
Laos - c	260 <sup>5</sup>	64,3 % <sup>4</sup>	6,23 %
Laos - d	231 <sup>6</sup>	57,1 % <sup>4</sup>	5,54 %
Vietnam - a	411 <sup>7</sup>	?	0,64 % <sup>8</sup>
- b <sup>9</sup>	1 150	17,6 %	1,69 %
Chine <sup>10</sup>	7 350	?	0,65 %

1 Recensement de 1987-1989 [TRI, 1990].

2 Chiffres de 1971, Whitaker *et alii* [1985].

3 Approximation basée sur le chiffre de 293 000 (recensement de 1968, *in* Taillard [1989]) diminué de près d'un tiers, Taillard estimant qu'environ 30 % des Hmong du Laos auraient quitté le pays après 1975 [*ibid.*].

4 Approximation basée sur le pourcentage national de Lao Soung (Hmong et Mien), 9,7 %, tel que déclaré par le gouvernement laotien en 1990.

5 Chazee [1995].

6 Kossikov et Egorounin [1993].

7 Chiffres de 1979 [Cima, 1989].

8 Basé sur la population nationale de 64 411 668 en 1989 [*ibid.*].

9 Recensement de 1991 groupant les Hmong et les Mien [De Koninck, 1994].

10 *Tabulation on the 1990 Population Census of PR China* [1993].

à la demande du roi d'Annam [Bonifacy, 1904 a] ; et les *Mâns-tâ-Pàn* : les « Yao à grande planche » possèdent dans leurs chartes écrites les traces de leur arrivée au Tonkin dans les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle [Bonifacy, 1904 b].

La seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle peut être globalement caractérisée par un flux des populations hmong venant du Nord et du Nord-Ouest (provinces du Sichuan, Guizhou et Yunnan) pour atteindre progressivement le 17<sup>e</sup> parallèle à la hauteur de Tak en Thaïlande, c'est-à-dire une orientation sud-ouest à partir du Tonkin. Le père Savina, de la société des Missions étrangères de Paris, spécialiste des Hmong, précise qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, à l'époque où il a effectué ses observations [1924] : « Les Miao [Hmong] du Tonkin sont tous originaires du Yunnan, et ceux du Laos sont originaires du Tonkin. Ces derniers poursuivent toujours leur marche vers le Sud, et ils ont atteint aujourd'hui le 20<sup>e</sup> parallèle, sur la chaîne annamitique. » En général, il s'agit de petites vagues successives composées de quelques maisonnées pionnières se rejoignant, puis se dispersant pour se joindre à d'autres encore, au gré des alliances claniques, des mésententes ponctuant inévitablement la vie sociale villageoise, et des disponibilités en forêt propre à l'essartage.

Yang Dao [1975] estime que les premiers Hmong seraient arrivés au Laos en 1810-1820. Mais les informations orales sur lesquelles il s'appuie fluctuent facilement de quelques décennies, les Hmong n'ayant pas d'intérêt particulier pour la mémoire des dates. Parmi le lignage hmong des Lyfoung au Laos, on dit que le

père du leader Touby est arrivé à Nong Het (province de Xieng Kouang) en 1875, et qu'il venait y retrouver sa tante installée déjà depuis plusieurs années. Selon le chef traditionnel thaï blanc du Tonkin, Déo Van Tri :

« Vers 1848, alors que j'avais 15 ans, je me rappelle avoir vu mon pays envahi par les Méos (dits Pavillons blancs) venant du Setchuen (Chine). Ils troublèrent la tranquillité du pays ; mais mon honorable père Déo Van Sinh ou Cam Sinh finit par s'entendre avec eux et leur donner la liberté de s'établir où ils le voulaient sur les hauts plateaux de la région (des Sip Song Chau T'ai ?). » [Raquez, Cam, 1904.]

Le premier enregistrement de la présence des Hmong en Indochine par les Occidentaux remonte à 1860, où plusieurs milliers de soldats Hei Miao, ou Hmong noirs, sont réputés être entrés au Nord-Vietnam venant du Yunnan [Abadie, 1924 ; Lunet de La Jonquière, 1906]. Les Annamites se souviennent de l'arrivée des Hmong dans le haut bassin de la rivière Claire où ils massacrèrent la population et s'emparèrent des terres vers 1850 [Bonifacy, 1904 b]. Vers 1871-1872, la province de Xieng Kouang (Laos) fut le siège de violentes attaques des Chinois Haw sous le signe des Pavillons noirs. Il y avait au sein des troupes dites Pavillons noirs, jaunes, blancs ou rouges, de nombreux Montagnards, surtout des Hmong. Certains choisirent de s'établir sur ce plateau fertile si bien qu'au début du <sup>xx</sup>e siècle, plusieurs milliers de Hmong sont recensés autour de Xieng Kouang.

Dans le Siam, qui deviendra Thaïlande, c'est seulement dans les dernières années du <sup>xix</sup>e siècle que l'on situe l'installation en nombre de Hmong. Dans un témoignage de 1880, un voyageur anglais anonyme, témoin visuel, signale que, dans la principauté de Nan, « *there are thousands of emigrants from Sip Sawng Panna [Yunnan], and Khamus from Luang Phrabang, and a growing population of Meo and Yao* » [Anonyme, 1895]. Une autre source indique que l'arrivée des Hmong dans le Nord du Siam remonterait aux environs de 1885 [Geddes, 1976]. Leur extension sur les terres du royaume est attestée, d'une part, dans la région de Phitsanulok et Lomsah, où Robbins [1928] signale, en janvier 1928, l'existence de deux villages hmong dans les montagnes. Et d'autre part, en 1929, on a observé une présence hmong dans la province de Tak, à 300 kilomètres seulement au nord-ouest de Bangkok [Credner, 1935, in Crooker, 1986].

Jacques Lemoine [1972 : 18] a émis l'hypothèse d'une proche parenté entre les deux dialectes hmong parlés en Thaïlande (hmong vert : *moob ntsuab* et hmong blanc : *hmoob dawb*), point le plus éloigné de leur foyer originel, et le *Tch'ouan Ts'ien Tien* un dialecte hmong de Chine méridionale. Plus récemment, M. Ratliff [1992] détaille les analogies formelles et lexicales entre le hmong et les langues chinoises du Yunnan modernes et anciennes. En examinant la répartition géographique des locuteurs de langue hmong, on observe ainsi que le cheminement migratoire des Hmong ayant poussé aussi loin que la Thaïlande provient nettement des régions les plus densément peuplées de Miao/Hmong du Guizhou, passant ensuite par le coin oriental du Yunnan et traversant le Nord du Vietnam puis le Haut-Laos, pour entrer finalement en territoire thaïlandais. De plus, Lemoine [1972] et Michaud [1994 a] signalent dans la province de Chiang Maï, en Thaï-

7 Littéralement : « Douze Chau (division territoriale) [occupées par les] Thaï ».

lande, des Hmong verts prétendant venir de Birmanie, et Young [1962] fait une allusion semblable. Bernatzik avait d'ailleurs noté en 1947, s'appuyant sur un recensement de 1931, la présence de 830 Hmong en Birmanie. Pour donner une idée des possibilités migratoires des populations dans cette zone, nous ferons référence au cas Yao/Mien. Les Yao, seuls à utiliser traditionnellement l'écriture (de forme chinoise) parmi les Montagnards, possèdent de précieux ouvrages, appelés *Chartes*, dans lesquels sont enregistrés nombre d'événements importants. Ainsi, l'étude de ces ouvrages montre que les Yao/Mien, qui vivent actuellement dans les provinces de Nan et de Chiang Kham en Thaïlande, auraient quitté la province chinoise du Guangdong autour de 1860, ils auraient ensuite traversé le Laos et seraient arrivés dans la région de Nan vers 1880<sup>8</sup>. Soit un parcours d'un millier de kilomètres en deux décennies seulement.

### *Les autres incitations à la migration*

Une fois posé le contexte historique dans cette zone transfrontalière et après avoir énoncé les principaux facteurs politiques qui ont induit ces flux migratoires, il est nécessaire d'interroger les motivations complémentaires et les moyens qui ont permis à plusieurs dizaines de milliers de Hmong de s'établir dans la péninsule.

On l'a vu, des causes politiques ont contribué à catalyser cette migration vers le Sud. Les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles dans le Sud chinois et le Sud-Est asiatique sont des périodes troublées. Yang Dao, lui-même Hmong, évoque cette conjoncture :

« De nature généralement pacifique mais animé d'un esprit d'indépendance farouche et fière, le peuple hmong se disloqua, voici deux siècles, dans la Chine impériale, sous la pression expansionniste des Han et devant les massacres dirigés contre ses membres, fuyant par-delà les frontières les brusques accélérations de l'Histoire auxquelles sa conception archaïque du monde ne l'avait pas préparé. » [Yang Dao, 1975.]

Plus prosaïque, Crooker précise :

«... *It was not until the major dislocations of the nineteenth and twentieth centuries within China – caused by the Panthay and Taiping Rebellion, Nationalist Revolution, World War II, and the Communist Revolution – that large numbers of Hmong migrated into the upland of Northern-Southeast Asia.* » [1986.]

Pour sa part, l'affirmation de Geddes «... *if a new territory appears before [the Miao], their migration speeds up according to its potentialities* » [1976] a l'avantage d'expliquer, par le biais de l'attraction vers de nouvelles ressources, plutôt que la fuite devant l'ennemi ou l'adversité, l'expansion rapide de la présence hmong dans la péninsule indochinoise. Le cas des Hmong de Thaïlande est sur ce point éclairant. Venus du Laos, aucun conflit ni pression extérieure ne semble les avoir contraints à pénétrer si profondément l'espace siamois au XIX<sup>e</sup> siècle. Il est indéniable que les causes générales de ces déplacements jusque si loin vers le Sud sont liées à la recherche de nouveaux finages – concomitante à la pratique de l'essartage itinérant et, à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, à la culture du pavot –, ce sur des terrains présentant de

8 Communication personnelle de Hjørleifur Jonsson, anthropologue spécialiste des Yao [Chiang Mai, 1993].

bonnes possibilités agricoles en raison de leur faible peuplement et de leur non-exploitation. En outre, les connaissances historiques et ethnographiques récentes sur les Hmong ont permis de mettre l'accent sur un élément prépondérant dans la décision de migrer et dans le choix des nouveaux sites d'installation. Il s'agit des relations étroites qui liaient les Hmong et les caravaniers chinois musulmans, les Haw. Originaires du Yunnan, ces derniers sont restés pendant longtemps les seuls pourvoyeurs de produits manufacturés, de denrées rares comme le sel, les métaux, et ils furent aussi acheteurs de plantes médicinales, d'éléments de pharmacopée chinoise (comme la bile d'ours, les pattes de tigre ou le musc) dans les villages les plus reculés du Tonkin, du Laos, de Birmanie ou même de Thaïlande. Ils deviendront rapidement, dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, les intermédiaires essentiels à l'achat et au transport de l'opium à partir des villages de montagne. Ce commerce itinérant, dont on sait peu de chose, suivait depuis plusieurs siècles des routes caravanières classiques qui sont autant de voies de pénétration et qui reliaient les villes du Sud de l'Empire chinois (Kunming, Dali, Jinghong, Chengdou), les comptoirs maritimes et les capitales de royaumes tels que Moulmein en Birmanie, Krung Thep (Bangkok) et Ayutthaya en Thaïlande, Luang Phrabang au Laos, mais aussi Vinh et Hanoi au Nord-Vietnam.

Tant au Laos qu'au Vietnam, les vieux Hmong se souviennent d'avoir voyagé en compagnie de ces caravaniers, souvent comme guides, auprès des petits chevaux ou des mulets chargés de tissu, de sel ou d'opium. Certains affirment que c'est ainsi qu'ils ont pu explorer des régions fertiles et très faiblement peuplées en cette fin de XIX<sup>e</sup>, comme le plateau du Tran Ninh au Laos et les montagnes calcaires au Nord de la ville de Nan en Thaïlande. Ainsi, il était possible de quitter les hautes terres de Chine méridionale devenues inhospitalières soit, on l'a vu, à cause des menaces militaires qu'on y subissait, soit par la pauvreté de leur sol surexploité et déforesté. La migration des Hmong vers le Sud-Ouest ne s'est donc pas faite au hasard. L'attrait d'un nouveau terroir relevait à la fois de la qualité des sols, du relatif isolement géographique et social (en général au-dessus de 1 000 mètres d'altitude) et de préférence à proximité d'une route caravanière haw. Nous savons que l'information circule vite dans les montagnes, surtout entre les membres d'un même clan ou d'une même lignée, d'où la formation rapide de zones de peuplement en altitude par les Hmong.

Même si ce point est rarement mentionné dans les études historiques sur les minorités de la région, il nous apparaît utile de signaler un autre facteur d'accélération du flux migratoire vers le Sud, un facteur lié à une activité qui, jusque tout récemment, commandait encore une part importante des énergies investies dans la production économique du groupe, à savoir la culture du pavot (*Papaver somniferum* L.) et son corollaire, le commerce de l'opium. Voyons les racines du problème. En raison de la mise sur le marché de grandes quantités d'opium en Chine, d'abord par les Portugais au XVIII<sup>e</sup> siècle puis par les Anglais désireux de générer des capitaux pour supporter l'effort colonial en Asie, on faisait grande consommation d'opiacés dans à peu près tous les milieux chinois [15 millions d'opiomanes chinois en 1870 selon Mc Coy, 1989].

Il faut dire que cet engouement avait été largement stimulé puis habilement entretenu par les Britanniques qui contrôlèrent le marché de l'opium grâce au

développement rapide des grandes plantations de pavot au Bengale et à l'extension tentaculaire de l'Empire britannique et de ses marchands en Asie aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles sous l'égide de la *East India Company* [Mc Coy, 1989]. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, les dirigeants chinois s'inquiétaient de l'ampleur que prenait le phénomène et cherchaient à enrayer les importantes pertes financières causées par l'importation annuelle de milliers de tonnes d'un opium produit hors de ses frontières. Graduellement, face à de tels enjeux, les deux principaux opposants en vinrent aux hostilités ouvertes, et ce furent ce qu'il est convenu d'appeler les deux guerres de l'Opium (1838-1842 et 1856-1858), toutes deux remportées par les forces coloniales. Suite au traité de Nankin en 1842, la Chine cède aux Européens et aux Américains onze zones d'implantation de comptoirs commerciaux sur le littoral. Le marché chinois est désormais ouvert presque sans réserve. La seule alternative qui restât à la Chine fut de concurrencer l'envahisseur dans la fourniture de l'opium à ses propres consommateurs, ce qu'elle s'empressa dès lors de faire. Les populations sous contrôle chinois et habitant les zones propices à cette agriculture particulière, c'est-à-dire, sous les tropiques, les montagnes d'altitude modérée, furent pressées par Pékin de s'activer à produire localement l'opium. Concurrentement, la France et l'Angleterre avaient également rejoint les contreforts du massif *via* leurs domaines indochinois et s'activaient de même à se gagner les faveurs des producteurs montagnards.

Les minorités montagnardes du Sud chinois se retrouvèrent ainsi impliquées dans une compétition dont les enjeux dépassaient largement leur périmètre de vie, leur compréhension politique et leurs capacités guerrières. À l'échelle locale, comprenant rapidement le potentiel de rentabilité de cette culture commerciale et décidés à lutter pour en tirer un profit maximal, les Hmong se trouvèrent d'abord en compétition directe puis en guerre économique ouverte avec l'administration chinoise. Si Pékin avait effectivement encouragé officiellement la culture locale du pavot à partir de 1858 pour, conjugué à l'imposition de taxes à l'entrée dans les comptoirs du littoral, tenter d'endiguer les pertes que causait l'importation de l'opium, elle désirait également faire le maximum de profit sur la production en son territoire. Le gouvernement chinois ne tolérait pas de perdre une partie des revenus du commerce de l'opium aux mains des vassaux non han du Sud trop entrepreneurs qui défiaient son autorité. Comme on l'a vu, les violentes révoltes qui secouèrent le Sud du pays dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et les migrations conséquentes ne sont pas sans relation avec la volonté de garder la mainmise sur le marché de l'opium. Au demeurant, plus au Sud, Français et Anglais voyaient d'un assez bon œil l'immigration des producteurs de pavot du Sud chinois, les administrations coloniales cherchant sans cesse à augmenter – en toute légalité à l'époque – leur part de la production de ce profitable narcotique.

### ***Le xx<sup>e</sup> siècle : connaissance directe, formation des États-nations et divisions parmi les Hmong***

Alors que les Miao/Hmong de Chine n'avaient pu être visités que par des missionnaires chrétiens et quelques explorateurs britanniques et français à l'époque de la recherche des voies de pénétration vers l'intérieur de la Chine, les groupes

Hmong de l'Asie du Sud-Est continentale ont été, dès leur arrivée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'objet d'une attention soutenue de la part des administrateurs, des missionnaires, des explorateurs, des militaires et, plus tard, des chercheurs venus d'Occident. Cet engouement occidental pour les sociétés montagnardes dans ce coin d'Extrême-Orient coïncide avec les premiers pas de l'ethnologie en tant que discipline autonome et, à n'en pas douter, avec l'exotisme en vogue à l'époque.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les ouvrages mais surtout les articles et les notes sont nombreux sur les Montagnards de la région. C'est à cette époque que les Occidentaux prennent réellement conscience de la spécificité culturelle et linguistique de ces minoritaires dans des ensembles culturels vastes comme le Vietnam ou la Chine. Dans le cas des Hmong, les premières études sur la langue et les coutumes remontent aux années vingt avec la publication du dictionnaire hmong-français par le père Savina. Remarquons que ces premiers chercheurs s'intéressent tout d'abord à l'anthropologie physique [Girard, 1903] et aux problèmes militaires du moment [Savina, 1920 a, 1924 b] comme la révolte du Hmong Pachay au Vietnam et au Laos en 1918-1921. C'est le début de l'observation ethnographique du groupe et de la mise sur papier – et sur pellicule – de certains aspects de sa culture, alors que l'organisation sociale, la religion et la mythologie resteront en friche jusqu'à la fin des années soixante.

Cette connaissance immédiate permet de présenter quelques certitudes. Ainsi, les mouvements de populations hmong enregistrés au cours du XX<sup>e</sup> siècle sont localisés dans l'espace et dans le temps. Leur présentation nécessitera de focaliser sur quelques zones afin de saisir leur dynamique et leurs enjeux. Nous présenterons tout d'abord quelques arguments qui expliquent l'adhésion massive des Hmong aux Viêt Minh dans une région du Tonkin occidental largement dominée par les Thaï. On verra ensuite le processus de division de la communauté hmong laotienne suite aux événements historiques internationaux qui aboutiront à leur exil vers la Thaïlande après 1975. Dans une zone très localisée sur la frontière thaï-laotienne, nous verrons que le flux migratoire peut s'inverser en quelques années. En Thaïlande enfin, le ressac des deux conflits indochinois marquera la relation avec l'État d'une méfiance réciproque.

Dans le cas de la Birmanie, la politique délibérée des Britanniques d'entretenir l'opposition entre montagnards christianisés et môn/birmans bouddhistes dans l'optique d'un meilleur contrôle politique et d'une mise en exploitation efficace du royaume conquis, a produit ou, à tout le moins, a contribué à élargir une césure maintenant profonde entre hautes et basses terres. Toutefois, le faible nombre de Montagnards essarteurs d'installation récente sur ce territoire, par opposition aux immigrants de souche ancienne, nombre comprenant lui-même un très petit pourcentage de Hmong, voire aucun, ne justifie pas que nous consacrons davantage de temps ici à la situation birmane.

### *Le Vietnam*

Historiquement, l'emprise coloniale française sur les hautes terres où vivent les Hmong s'affirme d'abord dans l'année 1884, avec le traité de Huê par lequel le Tonkin et l'Annam deviennent protectorats français. En 1885, le traité de Tientsin

signé avec la Chine donne la préséance à la France sur les autres pouvoirs européens pour s'activer au Yunnan, et celle-ci commence à occuper la plus grande partie du bassin du fleuve Rouge et ses principaux affluents. Les principautés lao du Nord, qui deviendront le Laos, sont dégagées de l'occupation siamoise pour devenir protectorat français en 1893. Le Laos unifié, avec l'accord entre Britanniques, Français et Chinois, devient le cinquième membre de l'Union indochinoise en 1896.

La politique coloniale française envers les minoritaires des montagnes du Nord de l'Indochine française variera suivant le contexte et les affinités particulières des « administrateurs de brousse ». Un exemple significatif est celui des relations établies très tôt entre les Thaï (appelés Thô en vietnamien) et les Français, dans le secteur des Sip Song Chau Tai<sup>9</sup>. Plusieurs groupes thaï occupent les plaines alluviales et certaines pentes de cette région. Vraisemblablement depuis mille ans, ils possèdent une organisation sociale et politique hiérarchisée avec des seigneurs et des paysans corvéables. Pour les militaires et les administrateurs français, cette structure traditionnelle stable servira de relais aux institutions coloniales. Une étroite collaboration s'établit ainsi avec certains seigneurs thaï blancs. Déo Van Tri, chef thaï traditionnel de la rivière Noire (« seigneur » de Lai Chau) et ancien lieutenant des Pavillons noirs, participe à la prise et au sac de Luang Phrabang en 1887 pour se rallier ensuite à Auguste Pavie, dont il deviendra un proche collaborateur. Déo Van Tri sera reconnu comme le chef des Sip Song Chau Tai par le traité Pavie (1890), en même temps que sera entériné le principe de la transmission héréditaire des pouvoirs. Cette pièce constitue la base juridique sur laquelle s'appuiera la fondation de la future « fédération thaï » du Tonkin. Plus tard, en réaction à la proclamation unilatérale d'indépendance de la République démocratique du Vietnam par le Viêt Minh le 2 septembre 1945, un accord provisoire franco-thaï fut promulgué en 1948 qui créait « une fédération thaï indépendante au sein de l'Union française, groupant les trois provinces de Lai Chau, Phong Tho, et Son La, et nommant S. E. Déo Van Long, *Chiao Pen Dim Tai*, c'est-à-dire président de la Fédération ». La position des « sous-minorités » (Hmong, Yao et autres) à l'intérieur de cette Fédération était également définie par leur « adhésion de fait » à ladite Fédération [Nollet, 1953].

Les Thaï de la Fédération profitèrent de l'appui français pour exploiter un peu plus les « sous-minorités » du voisinage, dont les Hmong constituaient la plus grande partie. Rapidement, un enseignement en langue thaï et en écriture thaï, dérivée du pali, fut organisé dans les écoles grâce à l'aide de l'École française d'Extrême-Orient, fondée en 1898. Aucune autre population minoritaire de la région ne jouissait d'un tel privilège. Avec le développement des activités du Viêt Minh à la fin des années quarante, les Thaï se rapprochèrent de plus en plus des positions françaises, alors que la majorité des Hmong exploités s'alliaient aux communistes afin de s'opposer au pouvoir des seigneurs thaï. Après la prise de Diên Biên Phu (1954) – à laquelle de nombreux Hmong avaient participé aux côtés du Viêt Minh –, de nombreux Thaï blancs et noirs, parmi les familles nobles, s'enfuirent au Laos, suivis des quelques lignées hmong qui avaient collaboré avec les Français (en particulier pour la production de l'opium) à l'est de Lao

9 Territoire compris entre le haut fleuve Rouge et la frontière laotienne.

Cai. Il est à noter que ces Thaï seront les premiers à quitter le Laos pour se réfugier en Thaïlande, au tout début de 1975. On observe des affrontements occasionnels Hmong contre Viêt Minh entre 1946 et 1956. Privés du soutien français après les accords de Genève en 1954, les résistants hmong anticommunistes seront sévèrement réprimés jusqu'à leur réduction complète vers 1957 qui conduira à une seconde vague de réfugiés hmong du Vietnam vers le Laos. Comme en Chine auparavant, ceux qui resteront seront désormais soumis.

Vivant dans le Haut-Tonkin, à l'écart des grandes zones de combats lors de la guerre américano-vietnamienne, les Hmong semblent entretenir par la suite des rapports relativement paisibles avec l'État communiste dans la République démocratique du Vietnam<sup>10</sup>. La poursuite de la culture légale du pavot, officiellement arrêtée en 1993 seulement, leur garantit un revenu régulier, qui remplit aussi les coffres du Viêt Minh. De plus, la quasi-absence de front pionnier kinh dans les montagnes où vivent les Hmong (provinces de Cao Bang, Ha Giang, Lao Cai, Lai Chau, Son La, Hoa Binh, Thah Hoa, et Nghe An) et leur participation active à l'administration locale et régionale leur permettent un passage relativement souple de l'agriculture de subsistance à l'économie de marché. En 1989, il y aurait 558 043 Hmong au Vietnam.

## Le Laos

Les relations entre Hmong et Français au Laos s'organisèrent autrement. C'est après l'arrivée des forces japonaises au Laos (1945) que les contacts s'intensifièrent entre les parachutistes français chargés d'organiser les bases de la résistance dans l'arrière-pays et certains clans hmong sur le plateau de Xieng Kouang (*Tran Ninh* en vietnamien). Touby Ly Foung, du clan Ly (*Lis*<sup>11</sup>) cachera et guidera ces Français dans les montagnes pendant plusieurs mois. En septembre 1946, Touby Ly Foung est nommé *Chao muong*, gouverneur de district pour la province de Xieng Khouang par le roi de Luang Phrabang. C'est dans cette région que les Hmong du Laos auront eu les échanges les plus réguliers avec les Français, qu'il s'agisse des administrateurs coloniaux, des militaires ou des missionnaires.

La situation politique interne à la communauté hmong de cette province, à cette époque, pèsera lourd sur les implications des Hmong dans la guerre [Culas, 1997 b]. La dualité traditionnelle entre les membres du clan Lo (*Lauj*) et ceux du clan Ly se transformera en opposition ouverte avec la collaboration auprès des

10 « The provisions of the 1960 Constitution of the Democratic Republic of Vietnam regarding the status of national minorities are virtually identical with those of the Popular Republic of China Constitution. They provide for equality and autonomy within a unified, multinational state. Prior to the promulgation of the 1960 Constitution, a decree concerning the establishment of autonomous areas in the DR of Vietnam had been issued on April 29, 1955. On May 7, 1955, there came into being the Tai-Meo Autonomous Region, the name of which was subsequently changed to Tay Bac (Northwest) Autonomous Region. The Tay Bac AR embraces an area equivalent to three provinces in the mountains between the Red River valley and the Laotian frontier. On the north, it borders on Yunnan province. Its area of over 36,000 squares kilometers is one-fifth that of the entire area of the DR of Vietnam [Nord-Vietnam]; its population of 500,000 includes 25 different nationalities, the most important of which are the Thai (T'ai) and Meo (Miao). » [Moseley, 1973 : 157-158.]

11 Nous utilisons le système de Barney-Smalley, créé en 1953 au Laos, le plus diffusé en Asie du Sud-Est et en Occident, pour transcrire les expressions en hmong. La consonne finale indique l'un des huit tons de la langue hmong.



Japonais pour les premiers, et auprès des Français pour les seconds. Cette division interne va rapidement s'installer entre ces deux clans et leurs alliés – pour des raisons politiques, économiques, rituelles ou d'alliance –, elle orientera l'avenir de pratiquement tous les Hmong du Laos. Ils seront, directement ou non, obligés de prendre position dans le conflit militaire, tout d'abord entre Français et Japonais, puis entre Américains et communistes.

Plusieurs milliers de Hmong ont ainsi participé, de près ou de loin, à la guerre contre l'avancée des communistes Pathet Lao et Viêt Minh vers Vientiane, alors que d'autres Hmong, peut-être aussi nombreux, étaient engagés dans les rangs des « armées de libération populaire ». L'exode massif des Hmong vers la Thaïlande, suite à la prise du pouvoir par les communistes en 1975, a été précipité par les massacres de certains villages hmong par les soldats Viêt Minh en signe de représailles pour leur étroite collaboration avec le « néocolonialiste » américain. Cependant, nombreux étaient les Hmong du Laos qui avaient tenté de ne prendre position ni pour un camp ni pour l'autre. Mais la situation matérielle en période de guerre – l'impossibilité de cultiver sous les bombardements, les déplacements de population imposés par l'extension des combats, etc. – ne permettait plus aux Hmong de subvenir à leurs besoins alimentaires. Avec la guerre, les disparités sociales et économiques ont grandi. Le revenu d'un paysan hmong cultivant le riz, ou même le pavot, n'est pas comparable avec le salaire d'un soldat combattant dans les rangs du général hmong Vang Pao, cette « force militaire spéciale » étant grassement rémunérée par les États-Unis. Ainsi, les pressions sociales exercées par la lignée ou le clan hmong faisaient qu'il n'était guère possible d'accéder aux denrées alimentaires distribuées par l'aide américaine sans avoir un parent, un proche dans l'administration ou dans l'armée. Cette forme de collaboration indirecte toucha pratiquement toutes les familles, bien au-delà de leur volonté, parfois farouche, de ne pas entrer dans le conflit entre les partisans communistes et les défenseurs de l'ancienne royauté laotienne soutenue par les Américains. Dans les « zones libérées » du Nord, le pouvoir communiste voyait, lui aussi, d'un très mauvais œil le pacifisme de certains. Ne pas prendre part au conflit, c'était toujours être soupçonné de sympathie pour l'ennemi.

Aujourd'hui, sur les onze provinces laotiennes où sont installés les Hmong, quatre d'entre elles concentrent plus de 70 % de cette population, soit les provinces de Xieng Khouang, de Vientiane, de Sayaboury et de Luang Phrabang. Dans la seule province de Xieng Khouang, l'une des plus touchées par la guerre, la population totale a décliné de plus de 40 % entre 1961 et 1985. Dans les provinces de Houaphan, de Luang Nam Tha et de Sayaboury, la population a diminué de 23 % durant la même période, et de 8 % pour les provinces de Phongsaly, de Oudomsai et de Luang Phrabang [Taillard, 1989]. Entre mai 1975 et juin 1985, 309 694 personnes ont quitté le Laos pour se réfugier en Thaïlande. Parmi elles, 194 220 étaient désignées comme des « Lao des basses terres » (*Lao Loum*) ; sous ce vocable étaient aussi inclus les Chinois et les Vietnamiens résidant au Laos. Les 115 474 autres étaient issues de différents groupes de Montagnards (*Lao Theung* : « Lao des versants » et *Lao Soung* : « Lao des sommets ») auxquels appartenait en grande partie l'ethnie Hmong [Stuart-Fox, 1986]. Ainsi, Taillard estime qu'environ 30 % des Hmong du Laos auraient quitté le pays après 1975. L'ensemble

des Hmong du Laos et du Vietnam réfugiés en Thaïlande entre 1975 et 1990 représente plus de 116 000 individus. En 1994, les Hmong seraient 231 000 [Kos-sikov, Egorounin, 1993] au Laos, alors qu'ils étaient estimés entre 300 000 et 500 000 en 1971 [Whitaker *et alii*, 1985].

### La Thaïlande

Depuis leur arrivée dans la péninsule, les groupes de Montagnards pratiquant l'essartage itinérant avaient été tolérés par les pouvoirs siamois ; en fait, le Royaume et ses principautés n'avaient pas, ni ne cherchaient même à avoir une connaissance précise de la présence des minoritaires des hauteurs. À la différence des voisins birmaniens, laotiens et tonkinois, sous l'emprise britannique ou sous protectorat français depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et, par ce fait même, sensibilisés plus tôt à l'idéologie du centralisme administratif et du contrôle territorial, le royaume de Siam ne pratiquait pas une politique de positionnement définitif et étanche des frontières [Bruneau, 1981 ; Lim, 1984]. Pour les souverains Chakri, l'existence d'espaces tampons à la marge du Royaume était tout à fait tolérable et servait de multiples objectifs ayant principalement trait à l'isolation sécuritaire du pays et au maintien d'échanges commerciaux avec les voisins. Que cet espace essentiellement montagneux et forestier soit en partie peuplé de groupes non thaï n'avait que peu d'importance pour autant que ceux-ci ne présentent pas une menace à la bonne marche des affaires du Royaume. Pendant près d'un siècle – du milieu XIX<sup>e</sup> aux années cinquante –, les ethnies montagnardes du Nord du Siam – qui devient Thaïlande en 1939 – occupent les hautes terres du pays sans qu'il y ait de heurts notables avec l'État.

Au début des années cinquante, l'État thaïlandais s'engage dans certaines actions qui visent à établir des liens « pacifiques et spécifiques » avec les Montagnards de quelques villages cibles. Pourquoi l'État a-t-il pris conscience de l'existence de cette frange de population ultraminoritaire au niveau démographique – 1 % de la population totale du pays – et allogène – de culture et de langue distinctes du groupe thaï – à cette période précise, dans l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale ? L'extension des mouvements de décolonisation soutenus ou non par l'idéologie communiste dans les pays voisins débouche sur des proclamations d'indépendance : du Nord du Vietnam en 1945, puis du Sud en 1954, à peu près au même moment que le Laos et le Cambodge suite aux accords de Genève ; celle de la Birmanie reconnue en 1948 par les Anglais, et surtout en Chine lorsqu'on proclame la République populaire en 1949. De plus, à partir de 1953-54, sont créées en Chine plusieurs régions autonomes pour les ethnies montagnardes au Yunnan [Thompson, Adolff, 1955]. Ces bouleversements politiques et idéologiques dans les pays voisins inquiètent l'État thaïlandais.

En réponse à l'avancée communiste, les pressions des Américains sur le gouvernement thaïlandais pour qu'il prenne en main les territoires frontaliers susceptibles d'être des foyers d'instabilité, à cause de leur proximité géographique et culturelle avec les pays communistes voisins, se font de plus en plus fortes à partir du début des années cinquante. C'est avec des soutiens financiers, matériels et techniques que les États-Unis réussirent à orienter, voire à gérer les multiples

programmes d'intervention sur les franges du royaume. Les politiques relatives aux populations montagnardes sont induites et financées par les États-Unis, notamment en ce qui concerne les activités anti-insurrectionnelles et les programmes contre la production d'opium [Pongsapish *et alii*, 1993]. Les interventions gouvernementales sur les Hmong et les Yao dans la région de Nan et de Chiang Rai-Phayao dès le début des années soixante sont à l'origine de la guérilla qui dura jusqu'en 1982 [Lee, 1981 ; Kesmanee, 1991 ; Culas, 1997 b].

L'opposition armée dans les montagnes du Nord thaïlandais débute en 1967, suite à la destruction de nombreux champs de pavot et de certains villages hmong près de Nan. Les combats sporadiques se déroulent dans quatre zones frontalières (Nan, Tak, Chiang Kham et Loei-Pitsanulok) jusqu'en 1982, grâce à l'appui de la Chine. Malgré l'énorme soutien financier, matériel et technique des Américains, l'armée thaïlandaise ne parvient pas à réduire l'état d'insurrection dans les montagnes. En janvier 1980, la Thaïlande passe un accord de collaboration officieux avec la Chine pour une aide aux Khmers rouges, et ouvre la possibilité pour eux de se replier sur le territoire thaïlandais où les Vietnamiens ne pourraient les poursuivre.

La Chine cesse alors tout aussi totalement son aide au Parti communiste thaï et demande à ses membres de mettre fin à leur guérilla contre la Thaïlande. Ainsi, exactement vingt ans après la fourniture des premières armes au Parti communiste thaï, la Chine opère un retournement complet et conseille au contraire la reddition. La guérilla n'a pas été vaincue militairement mais, du fait d'une analyse de la situation internationale, une guérilla devenue contraire aux intérêts du pays de soutien est mise en veilleuse [Dassé, 1993].

Comme au Laos, la plupart des Hmong de Thaïlande évitaient de prendre part au conflit entre les insurgés soutenus par Pékin ou Hanoi et les militaires thaïlandais, mais la violence des bombardements les a parfois contraints à trouver refuge au Laos, dans la province frontalière de Sayaboury. Dès 1967, plusieurs milliers de Hmong de la province de Nan (Thaïlande) sont ainsi partis avec femmes et enfants vers des montagnes plus paisibles du Laos. En 1975, l'extension maximale du conflit laotien touche aussi la région de Sayaboury. L'affrontement en Thaïlande s'étant un peu calmé, beaucoup de Hmong de Thaïlande réfugiés au Laos reviennent sur le territoire thaïlandais.

*« According to the 1986 CCSDPT (Committee for Coordination of Services to Displaced Persons in Thailand) Handbook, the camp [of Ban Nam Yao, Nan Province] was left open for 1,350 Htin and 750 Hmong displaced persons claiming to be Thai citizens. They had moved into Laos in the 1960s but re-entered Thailand with the influx of Laotians refugees between 1975 and 1979. »* [Chantavanich, Reynolds, 1988.]

Le calme finalement revenu dans le massif indochinois, l'inquiétude de l'État thaïlandais au sujet de ses Hmong s'est aujourd'hui largement résorbée. La priorité est maintenant à la sédentarisation des villages, l'introduction de pratiques agricoles orientées sur la commercialisation de la production et l'éducation nationale [Bhruksasri, 1989], avec l'objectif avoué d'insérer définitivement ces citoyens non thaï et animistes dans le cadre de l'identité nationale thaï, monarchique et bouddhique. En 1990, le Tribal Research Institute [TRI, 1990] du ministère de

l'Intérieur, basé à Chiang Mai, estime la population hmong du pays à 83 969 individus répartis en 233 villages dans treize provinces du Nord – notamment Tak, Chiang Mai, Chiang Rai et Nan –, ce qui représente 14,9 % de la population montagnarde du pays (total de 562 139 individus) et 0,15 % de la population totale du pays.

### *Et par-delà l'Asie...*

La revue des migrations des Hmong ne serait pas complète sans évoquer l'important exil de populations du Laos vers ce qu'il est justifié de nommer la « diaspora hmong ». À la suite de la prise du pouvoir par les communistes en 1975, une importante vague de population composée en majorité de Hmong et de Lao, mais aussi d'autres minorités (Lua, Thaï blancs, Yao, Haw, Lahu...), a fui vers la Thaïlande où ils ont été temporairement pris en charge par le haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies dans l'attente d'un second pays d'accueil. Cet exode depuis le Laos est lié, on l'a vu, à la collaboration de nombreux Hmong aux forces proaméricaines, collaborateurs qui ont préféré fuir le pays plutôt que d'essayer les représailles parfois sévères et la « rééducation » du Pathet Lao. La majorité d'entre eux a ensuite pu quitter la Thaïlande pour rejoindre un troisième pays d'accueil ; notons qu'en 1990, ils étaient encore 50 200 dans les camps nord-thaïlandais [Rabé, 1990]. Les deux études dirigées par Condominas et Pottier [1982, 1984] donnent un panorama très riche des études de cas de ces réfugiés ; pour les données démographiques sur les camps dans le « premier pays d'accueil », la Thaïlande, on se reportera à Songprasert et Chongvatana [1988]. À partir de la fin des années quatre-vingt, également, quelques dizaines de Hmong réfugiés en Thaïlande ont pu retourner s'établir au Laos définitivement avec l'aide et, parfois, la protection du UNHCR (United Nations High Committee for Refugees). Le rapatriement « volontaire » des Hmong des camps thaïlandais vers le Laos tend à se développer du fait de l'ouverture politique de ce dernier pays et du respect des conditions d'accueil définies par le UNHCR. La quatrième session d'une rencontre tripartite (gouvernement de la République populaire et démocratique du Laos, gouvernement royal thaïlandais et UNHCR), tenue en juin 1991, à Luang Phrabang, s'est conclue avec la publication du *Outline of the Plan for a Phased Repatriation and Reintegration of Laotians in Thailand in February 1992* [Yang Dao, 1992]. À ce sujet, une importante polémique s'élève en provenance de la communauté hmong des États-Unis. Selon Dr Vang Pobzeb [*Conference at the Working Group on Indigenous Populations of the United Nations*, Geneva, Switzerland, July 19-31, 1993], il existerait une réelle menace sur les vies des Hmong récemment « rapatriés volontaires » des camps de Thaïlande vers le territoire laotien. Le gouvernement laotien ne serait pas en mesure de contenir certains éléments de son corps d'armée qui s'en prendraient aux Hmong, mais aussi aux Khamou et aux Lao qui retrouvent leur terroir d'avant les événements de 1975.

L'exil a conduit ces Hmong du Laos – auxquels on pourrait ajouter un certain nombre de Hmong du Vietnam – à s'installer dans différents pays hors d'Asie. Actuellement, la plus importante communauté hmong en Occident se trouve aux États-Unis (environ 100 000 selon North & Yang [1988] ; Sherman [1988]). La

Californie regroupe à elle seule presque la moitié de cette population, mais ces réfugiés sont aussi présents dans les États du Minnesota, du Wisconsin, de Washington, de Pennsylvanie et de Caroline du Nord [Chantavanich, Reynolds, 1988]. En France, les Hmong sont actuellement près de 10 000, dont 1 400 en Guyane française. Sur les Hmong en France, on pourra se reporter aux travaux de Ajchenbaum et Hassoun [1980] et de Hassoun [1983, 1988] ; sur ceux de Guyane française à Géraud [1993]. Le Canada en a accueilli approximativement 900, et 360 sont établis en Australie. Près de 260 ont choisi la Chine et 250 sont partis pour l'Argentine [Chantavanich, Reynolds, 1988, d'après les sources du UNHCR, décembre 1986].

\*

À la lumière de ce que nous savons aujourd'hui des multiples aspects de la culture hmong, il ressort de la période des guerres d'Indochine l'évidence d'une incompréhension des motivations des Montagnards hmong de la part des militaires et des gouvernements régionaux ou étrangers à la région. Ce qui fut interprété comme une opposition belliqueuse et comme un basculement dans le camp communiste était en fait le reflet exact de la farouche volonté d'indépendance et de maintien d'un isolement séculaire qui paraît caractériser la culture hmong.

Sommés de prendre parti sous peine de sévices graves, les Hmong – comme d'autres Montagnards malencontreusement installés dans ces régions politiquement chaudes – se sont engagés dans les deux camps suivant l'importance de la pression locale et au gré des promesses paraissant les plus garantes de préserver leur liberté. L'idée même d'organisation des Hmong en force militaire autonome est inconsistante avec la tradition segmentaire du groupe, elle n'a pu se matérialiser temporairement qu'avec la manipulation de certains antagonismes internes par les militaires [Tapp, 1989 ; Culas, 1997 b]. En somme, c'est un gigantesque malentendu fondé sur la méconnaissance réciproque qui a porté une partie du groupe hmong sur l'avant-scène des conflits indochinois, en particulier au Laos et, de manière moins médiatisée, en Thaïlande. S'ils avaient réellement eu le choix, il est plus que probable que chaque leader de maisonnée, chaque aîné de lignage, chaque « chef de clan », aurait opté d'emblée pour la neutralité complète face à ces chicanes de gens des basses terres qui ne le concernaient pas.

Les causes majeures d'insurrections hmong sans commandement militaire étranger sur le terrain, comme ce fut généralement le cas en Thaïlande entre 1967 et 1982, relèvent d'agressions directes de la part des armées nationales. Quand les Hmong prennent les armes sans pression extérieure, ce n'est pas pour défendre l'identité hmong ou l'idée que leur culture est en danger, mais bien pour défendre leurs champs, leurs villages et le droit de cultiver le produit qui leur servait d'unique source de revenu monétaire, l'opium. À oublier le pragmatisme et les capacités d'adaptation de ces paysans des montagnes, on joue le jeu des grandes idéologies auxquelles ils sont largement étrangers.

Comme ce fut le cas dans la Chine méridionale au siècle dernier, l'Histoire a de nouveau rejoint l'essarteur de la forêt et l'a bousculé sévèrement, à tel point que cette fois, la fuite n'est plus possible. La marée humaine grimpe littéralement sur

les flancs des montagnes du Vietnam et de Thaïlande tandis qu'au Laos, l'État intime au paysan montagnard de descendre de son dernier refuge pour se fixer sur les contreforts dans le but de vider les forêts d'altitude de ses habitants considérés comme nuisibles à l'écosystème. La rencontre de l'Autre, si longtemps reportée, est devenue inévitable sur une voie à sens unique menant à l'acculturation progressive par les effets conjugués de l'enrôlement militaire, de l'école et de la télévision.

Sur le plan politique, il est intéressant de constater que, passé le stade de la surprise et de l'agacement, il semble qu'en Thaïlande, où le développement économique a une longueur d'avance sur les voisins se partageant le massif, l'État accepte que ces gens des montagnes attirent une attention disproportionnée mais, également, rentable sur le plan financier, notamment dans les milieux académique et touristique. En effet, un facteur non négligeable de production de connaissance sur les Hmong est l'essor des humanités et l'accroissement considérable en Occident des clientèles universitaires dans toutes les disciplines historiques et anthropologiques qui touchent à l'Asie. Des études académiques en nombre croissant s'attachent aux Hmong de Thaïlande, de même qu'aux Hmong laotiens réfugiés outre-mer, particulièrement aux États-Unis et en France. Le tourisme d'aventure, quant à lui, s'est emparé des « tribus » du massif pour en faire un objet de désir nettement disproportionné par rapport à la faible importance démographique des concernés [Michaud, 1994 b, 1995]. Cette attention multipliée apporte sa contribution à la compréhension et à la survie économique des sociétés de montagnes, mais elle a surtout le mérite d'attester leur existence sur la place publique [Kesmanee, 1988]. C'est là, certes, un soutien inattendu pour les Montagnards qu'on promettait encore récemment à une assimilation pure, simple et rapide au monde des basses terres. Il est plausible de supposer qu'avec les libéralisations en cours depuis quelques années, ce mouvement pourra se retrouver également en territoire laotien et vietnamien, et, qui sait, même en Chine méridionale [Swain, 1990 ; Oakes, 1992]. Déjà, les touristes étrangers affluent sur Luang Phrabang et dans la plaine des Jarres au Laos, à Lao Cai, Sa Pa, Lai Chau et Diên Biên Phu au Nord du Vietnam, et depuis peu au Guizhou et au Sip Song Phan Na au Yunnan. À n'en pas douter, il n'est déjà plus possible pour les gouvernants régionaux de nier le fait hmong, ni à plus forte raison le fait montagnard. Il reste à établir s'il sera possible de rendre justice à cette diversité culturelle au sein d'une région en proie à la fièvre que provoquent un essor économique sans précédent et un état de quasi-révolution sociopolitique. Les enseignements de l'histoire régionale, à cet égard, n'autorisent pas au plus grand optimisme.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABADIE M. Lt-Col. [1924], *Les Races du Haut-Tonkin de Phong-Tho à Lang-Son*, Paris, Ancienne Maison Challemeel.
- AJCHENBAUM Y., HASSOUN J.-P. [1980], *Histoire d'insertion des groupes familiaux hmong réfugiés en France*, Paris, ADRES.
- ANONYME [1895], *An Englishman's Siamese Journal 1890-1893*, Report of a Survey in Siam, published anonymously in London, 1895, for private circulation, reprinted by Siam Media International Books (n. d.).
- BERNATZIK H. A. [1970], *Akha and Miao : Problems of Applied Ethnography in Further India*, New Haven, trans. HRAF Press, 2 vol. (éd. originale, 1947, *Akha und Meau*, Innsbruck, Wargnerische Universitäts-Buchdruckerei).
- BERTRAIS Y. [1977], *Le Mariage traditionnel chez les Hmong blancs du Laos et de la Thaïlande*, Chiang Mai (dactylo.).
- BHRUKSASRI W. [1989], « Government Policy : Highland Ethnic Minorities », in J. McKinnon, B. Vienne (éd.), *Hill Tribes Today*, Bangkok, White Lotus-ORSTOM : 5-33.
- BIGOT A. [1938], « Ethnologie sommaire de l'Indochine française », *L'Indochine française*.
- BINNEY G. A. [1968], *The Social and Economic Organization of Two White Meo [Hmong] Communities in Northern Thailand*, unpublished Ph. D. dissertation, Wildlife Management Institute, Washington DC, Avanced Research Projects Agency (Department of Defence).
- BONIFACY A. L.-M. Lt-Col. [1904 a], « Les groupes ethniques de la rivière Claire », *Revue indo-Chinoise*, 30 juin : 813-828.
- BONIFACY A. L.-M. Lt-Col. [1904 b], « Les groupes ethniques de la rivière Claire », *Revue indo-Chinoise*, 15 juillet : 1-16.
- BRADLEY D. [1983], « Identity : the Persistence of Minority Groups », in J. McKinnon, W. Bhruksasri (éd.), *Highlanders of Thailand*, Kuala Lumpur, Oxford University Press : 46-55.
- BRUNEAU M. [1981], « La drogue en Asie du Sud-Est : une analyse géographique du Triangle d'or », *Hérodote*, 21 : 116-145.
- CHANTAVANICH S., REYNOLDS B. E. (éd.) [1988], *Indochinese Refugees : Asylum and Resettlement*, Bangkok, Institute of Asian Studies, Chulalongkorn University, Asian Studies Monograph, 039.
- CHAZEE L. [1995], *Atlas des ethnies et des sous-ethnies du Laos*, Bangkok.
- CHIAO C., TAPP N. (éd.) [1989], *Ethnicity and Ethnic Groups in China*, Hong-Kong, The Chinese University of Hong Kong, Special Issue of the New Asia Academic Bulletin, VIII, 252 p.
- CIMA R. J. (éd.) [1989], *Vietnam, a Country Study*, Washington DC, Federal Research Division, Library of Congress.
- CONDOMINAS G., POTTIER R. (éds) [1982], *Les Réfugiés originaires de l'Asie du Sud-Est. Arrière-plan historique et culturel. Les motivations de départ*, rapport présenté au président de la République par une équipe du CeDRASEMI, Paris, La Documentation française, coll. des Rapports officiels.
- CONDOMINAS G., POTTIER R. (éds) [1984], *Les Réfugiés originaires de l'Asie du Sud-Est. Monographies*, Paris, La Documentation française, coll. des Rapports officiels.
- COOPER R. G. [1976], *Resource Scarcity and the Hmong Response : a Study of Settlement and Economy in Northern Thailand*, Ph. D. dissertation, University of Hull.
- CROOKER Richard A. [1986], *Opium Production in North Thailand : a Geographical Perspective*, unpublished Ph. D. dissertation, Geography, University of California Riverside, 387 p.
- CULAS Ch. [1996 a], « L'usage de l'opium chez les Hmong en Asie du Sud-Est : tolérances et contraintes sociales », in Ph. Le Failler, A. Hubert (éds), *De l'épice à l'extase : excitants et substances du rêve en Asie du Sud-Est*, Songkla, Thaïlande, Prince of Songkla University Press, coll. « Grand-Sud », 25 p.
- CULAS Ch. [1996 b], *Essai sur le messianisme hmong en Asie du Sud-Est*, thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle (non publiée), Aix-en-Provence, université de Provence.
- DASSÉ M. [1993], *Les Guérillas en Asie du Sud-Est : les stratégies de la guérilla asiatique*, Paris, L'Harmattan-Fondation pour les études de Défense nationale.
- DE KONINCK R. [1994], *L'Asie du Sud-Est*, Paris, Masson, 317 p.
- FAIRBANK J. K., TENG S.-Yu [1960], *Ch'ing Administration*, Cambridge, Mass., Harvard-Yenching Institute Studies, vol. VI.

- GEDDES W. R. [1976], *Migrants of the Mountains : the Cultural Ecology of the Blue Miao (Hmong Njua) of Thailand*, Oxford, The Clarendon Press.
- GÉRAUD M.-O. [1993], *Les Hmong de Guyane française. Étude ethnologique du changement social et des représentations de la tradition dans une communauté en exil*, thèse de doctorat de 3<sup>e</sup> cycle (non publiée), université de Montpellier-III.
- GIRARD H. [1903], *Les Tribus sauvages du Haut-Tonkin : Mans et Méos*, notes anthropométriques et ethnographiques, Paris, Imprimerie nationale.
- HASSOUN J.-P. [1983], « Le terme "réfugié" en hmong », *ASEMI*, XIV (1-2) : 10-19.
- HASSOUN J.-P. [1988], « Les Hmong à l'usine », *Revue française de sociologie*, XXIX : 35-53.
- HAUDRICOURT A.-G. [1974], « Le nom du champ sur brûlis et le nom de la rizière irriguée », *Études rurales*, 53-56 : 467-471.
- JENKS R. D. [1985], *The Miao Rebellion, 1854-1872 : Insurgency and Social Disorder in Kweichow during the Taiping Era*, Ph. D. dissertation, Harvard University.
- JENKS R. D. [1994], *Insurgency and Social Disorder in Guizhou. The « Miao » Rebellion, 1854-1873*, Honolulu, University of Hawaii Press.
- KEEN F. G. B. [1966], *The Miao of North-West Thailand : a Problem of Integration*, unpublished M. A. thesis, Victoria University of Wellington, New Zealand.
- KESMANEE C. [1988], Hilltribe Relocation in Thailand, *Cultural Survival Quarterly*, XII (4) : 2-6.
- KESMANEE C. [1991], *Highlanders, Intervention and Adaptation : a Case Study of a Mong N'jua (Moob Ntsuab). Village of Pattan*, unpublished M. A. thesis of Geography, Victoria University of Wellington, New Zealand.
- KOSSIKOV I., EGOROUNIN O. [1993], « National Policy in Modern Laos », *Proceedings of the 5th International Conference on Thai Studies*, 5-10 July 1993, Londres, SOAS : 1-27.
- KUNSTADTER P., HALPERN J. M. (éds) [1967], *Southeast Asian Tribes, Minorities and Nations*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 2 vol.
- LEBAR F. M., HICKEY G. H., MUSGRAVE J. K. (éds) [1964], *Ethnic Groups of Mainland Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, HRAF.
- LEE G. Y. [1981], *The Effects of Development Measures on the Socio-Economy of the White Hmong*, unpublished Ph. D. dissertation, Department of Anthropology, University of Sidney.
- LEMOINE J. [1972], *Un village Hmong vert du Haut Laos. Milieu technique et organisation sociale*, Paris, Éditions du CNRS.
- LIM J. J. [1984], *Territorial Power Domains, Southeast Asia, and China. The Geo-Strategy of an Overarching Massif*, Singapore, Institute of Southeast Asian Studies, Canberra, Australian National University (Strategic and Defence Studies Center).
- LIN Y. H. [1940], *The Miao-Man Peoples of Kweichow*, unpublished Ph. D. dissertation of anthropology, Harvard University.
- LOMBARD-SALMON Cl. [1972], *Un exemple d'acculturation chinoise : la province du Guizhou au XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, publication de l'École française d'Extrême-Orient, LXXXIV.
- LUNET DE LAJONQUIÈRE E. Cdt [1906], *Ethnographie du Tonkin Septentrional*, Hanoi-Paris, E. Leroux.
- MA Y. (éd.) [1989], *China's Minority Nationalities*, Beijing, Foreign Language Press.
- MAXWELL Hill A. [1983], « The Yunnanese [Haw] : Overland Chinese in Northern Thailand », in J. McKinnon, W. Bruksasri (éd.), *Highlanders of Thailand*, Kuala Lumpur, Oxford University Press : 123-134.
- MC COY A. W. with READ C. B. & ADAMS III L. P. [1989], *The Politics of Heroin in Southeast Asia*, Singapour, Harper Torchbooks.
- MICHAUD J. [1994 a], *Résistance et Flexibilité. Le changement social et le tourisme dans un village hmong de Thaïlande*, thèse de doctorat en anthropologie (non publiée), université de Montréal, Canada.
- MICHAUD J. [1994 b], « Un regard critique sur la mise en tourisme de l'exotisme tribal dans le Nord thaïlandais », *Tóros*, XIII (2) : 34-38.
- MICHAUD J. [1995], « Frontier Minorities, Tourism and the State in Indian Himalaya and Northern Thailand », in M. F. Lanfant, J. B. Allcock, Bruner (éds), *International Tourism Identity and Change*, Londres, Sage, Studies in International Sociology : 84-99.
- NGUYEN V. T. [1995], « The Hmong and the Dzaio [Yao] Peoples in Vietnam : Impact of Traditional Socio-Economic and Cultural Factors on the Protection and Development of Forest



- Resources », in Terry Rambo, R. Robert Reed, Le Trong Cuc, Michael R. Di Gregorio (éds), *The Challenges of Highland Development in Vietnam*, Hawaï, East-West Center Program on Environment, Honolulu, Center for Natural Resources and Environmental Studies, Hanoi University, Center for Southeast Asia Studies, University of California at Berkeley : 101-119.
- MORÉCHAND G. [1968], « Le chamanisme des Hmong », *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 54 (IX) : 53-294.
- MOSELEY G. V. R. [1973], *The Consolidation of the South China Frontier*, Berkeley, University of California Press.
- MOTTIN J. [1978], *Éléments de grammaire Hmong blanc*, Bangkok, Don Bosco Press.
- MOTTIN J. [1980], *History of the Hmong*, Bangkok, Odeon Store.
- NOLLET R. [1953], « Une minorité du Vietnam : les Thaï », *L'Afrique et l'Asie*, CHEAM, 21 : 38-47.
- NORTH D. S., YANG D. [1988], *Profiles of the Highland Lao Communities in the United States*, Final Report, Washington DC, Office of Refugee Resettlement, Department of Health and Human Services, 132 p.
- OAKES T. S. [1992], « Cultural Geography and Chinese Ethnic Tourism », *Journal of Cultural Geography*, 12 (2) : 3-17.
- PANIKKAR K. M. [1957], *L'Asie et la Domination occidentale du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, Le Seuil (trad. de l'anglais par P. et E. Bolo, 1953).
- PONGSAPICH A., VEERAVONGSE S., LAPTHANANON P. [1993], « Natural Resources Management Policy and Ethnic Minorities : Conflicts and Resolutions in the Huay Buffer Zone », *Proceedings of the 5th International Conference on Thai Studies*, 5-10 July 1993, Londres, SOAS : 1-23.
- RABÉ P. et alii [1990], *Voluntary Repatriation : the Case of Hmong in Ban Vinai*, Bangkok, Indochinese Refugee Information Center (IRIC), Institute of Asian Studies, Chulalongkorn University, Occasional Paper Series n° 002.
- RADLEY H. M. [1986], *Economic Marginalization and the Ethnic Consciousness of the Green Mong (Moob Ntsuab) of Northwestern Thailand*, unpublished Ph. D. dissertation, Oxford University.
- RAQUEZ A., CAM (recueillis par) [1904], « Mémoires de Déo Van Tri », *Revue indochinoise*, 31 août, 4 : 256-275.
- RATLIFF M. [1992], *Meaningful Tone : a Study of Tonal Morphology in Compounds, Form Classes, and Expressive Phrases in White Hmong*, Center for Southeast Asian Studies, Monograph Series on Southeast Asia, Special Report n° 27, Northern Illinois University.
- ROBBINS L. J. [1928], « Hill Routes between Pitsanuloke and Lomsak », *Journal of the Siam Society*, 22 (2) : 81-94.
- SAVINA F. M. [1920], *Rapport sur la révolte des Méo du Nord-Laos*, Mission catholique, Vientiane, 20 p. dactylo.
- SAVINA F. M. [1924 a], *Histoire des Miao*, Hong-Kong, Impr. des missions étrangères.
- SAVINA F. M. [1924 b], « Considérations sur la révolte des Miao », *L'Éveil économique de l'Indochine*, 373.
- SCHROCK J. et alii [1970], *Minority Groups in Thailand*, Washington DC, Department of the Army, Ethnographic Study Series.
- SCHROCK J. et alii [1972], *Minority Groups in North-Vietnam*, Washington DC, Department of the Army, Ethnographic Study Series.
- SCHURMANN F., ORVILLE S. (éds) [1972], *Imperial China*, Harmondsworth, UK, Penguin Books.
- SHERMAN S. [1988], « The Hmong in America », *National Geographic Magazine*, 174 (4) : 586-610.
- SONGPRASERT P., CHONGWATANA N. [1988], *Thailand : a First Asylum Country for Indochinese Refugees*, Bangkok, Institute of Asian Studies, Chulalongkorn University, Asian Studies Monograph n° 038, 236 p.
- STUART-FOX M. [1986], *Laos : Politics, Economics and Society*, Londres-Boulder, Frances Pinter-Lynne Rienner Publishers, Marxist Regimes Series.
- SWAIN M. B. [1990], « Commoditizing Ethnicity in Southwest China », *Cultural Survival Quarterly*, 14 (1) : 26-29.
- TAILLARD Ch. [1989], *Le Laos : stratégies d'un État-tampon*, Montpellier, Reclus, coll. « Territoires ».
- TAPP N. [1989], *Sovereignty and Rebellion. The White Hmong of Northern Thailand*, Singapour, Oxford University Press.

- TENG S.-Y. [1971], *The Taiping Rebellion and the Western Powers : a Comprehensive Survey*, Taipei, Rainbow-Bridge.
- THOMPSON V, ADOLFF R. [1955], *Minority Problems in Southeast Asia*, New York, Russell & Russell.
- TRIBAL RESEARCH INSTITUTE (TRI) [1990], *Tribal Population Summary in Thailand*, Chiang Mai, Thaïlande, Service and Publicity Section TRI, 4 p. minéo.
- WAKIN E. [1992], *Anthropology Goes to War. Professional Ethics and Counterinsurgency in Thailand*, Madison, USA, University of Wisconsin, Center for Southeast Asian Studies, Monograph n° 7.
- WALKER A. R. [1970], *Lahu Nyi (Red Lahu) Village Society and Economy in North Thailand*, 2 vol., Chiang Mai, Tribal Research Centre.
- WHITAKER D. *et alii* [1985], *Laos, a country study*, Washington DC, Foreign Area Studies, The American University.
- YANG D. [1975], *Les Hmong du Laos face au développement*, Vientiane, Siao Savath.
- YANG D. [1992], « The Hmong : Enduring Traditions », in Judith Lewis (éd.), *Minority Cultures of Laos : Kammu, Lua', Lahu, Hmong and Iu-Mien*, Rancho Cordova, Southeast Asia Community Resource Center, Folsom Cordova Unified School District : 249-326.
- YOUNG O. G. [1962], *The Hill Tribes of Northern Thailand*, Bangkok, The Siam Society.
- ZHAO Y. *et alii* [1985], *Clothing and Ornaments of China's Miao People*, Beijing, Nationality Press.